

auront vraisemblablement un effet négatif – et je peux même vous dire qu'elles produisent chez nous beaucoup plus de mal que de bien. Au Canada, nous avons consacré beaucoup de temps, d'efforts et d'argent pour préparer des programmes de coopération économique qui reçoivent l'appui de notre population. Aucun gouvernement démocratique ne peut agir sans cet appui populaire. J'ai confiance que ce soutien se maintiendra et que nous pourrons continuer à améliorer nos programmes et à adapter nos politiques en fonction de l'évolution de la situation internationale. Nous connaissons toutefois au Canada d'importants problèmes et nous partageons l'un deux, le problème énergétique, avec bon nombre d'autres nations. Je peux vous assurer que nous sommes résolus à contribuer à la solution, non au problème. Mais les efforts qu'on demandera à nos populations pour nous aider à surmonter ce défi à l'échelle mondiale seront grands. C'est pourquoi nous devons pouvoir prouver, maintenant plus que jamais, que nos programmes à l'étranger sont utiles et efficaces et qu'ils contribuent réellement au bien-être des populations dans le besoin. Si des participants au dialogue Nord-Sud nous disent qu'après trente années d'efforts rien n'a changé pour le mieux, que le pire est à venir et que toute la responsabilité en est imputable à un manque de volonté politique, je crains que le peuple canadien ne nous demande de dépenser à l'avenir, chez nous, nos efforts et nos crédits. Ne masquons pas les échecs, mais sachons aussi profiter de nos succès. Veillons à tout prix à circonscrire nos problèmes, mais aussi à lancer des initiatives réalistes. Ne manquons pas de franchise entre nous, mais sachons aussi maintenir une attitude courtoise et constructive. Parlons mais agissons aussi. Procédons à des analyses scientifiques, mais n'oublions jamais que nous essayons d'aider des humains.

Une immense tâche nous attend alors que nous nous attaquons à toutes les questions actuellement négociées au sein du système onusien. Le sort tragique de la population du Kampuchea, par exemple, réclame une attention internationale immédiate. Notre aptitude à agir efficacement à cet égard sera le gage de la sincérité de nos engagements envers les idéaux que nous avons tous endossés. Ma confiance dans notre capacité à trouver des solutions se fonde en partie sur le fait que tous les pays sont davantage conscients que l'interdépendance est une réalité et non un slogan, et en partie sur la réalisation du fait que nous devons tous travailler collectivement si nous ne voulons pas échouer individuellement.

Voilà...une partie de la tâche qui nous attend dans les années 80. Le travail doit débuter dès maintenant... Même si le niveau de confiance que le grand public accorde à l'Organisation des Nations Unies est suffisamment bas pour menacer son avenir, les chances de retrouver cette confiance n'ont jamais été plus grandes.

...Ensemble nous pouvons transformer cette Assemblée en une véritable tribune pour l'amélioration du bien-être des populations du monde. Nous pourrions cesser la confrontation entre les gouvernements et nous orienter vers la coopération entre les peuples. Lorsque cette session indiquera qu'elle s'intéresse davantage aux droits de la personne qu'aux ambitions des politiciens, nous aurons alors l'appui de toute la communauté internationale et nous pourrions utiliser les vastes ressources mondiales...et les compétences disponibles pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés...